

ROSA Newsletter

Zoom Les négociations sur les changements climatiques : Quelle place pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ?

Le secteur agricole est l'un des plus directement menacés par le changement climatique. D'importants risques vont peser sur la production agricole, et menacer la sécurité alimentaire. Ils vont accroître les conflits dans l'accès aux ressources naturelles : la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes (augmentation de la fréquence et de la gravité), la variation intra et inter saisonnières grandissantes, le manque d'eau, le problème de répartition de la pluviométrie, parmi les plus importants¹. Les plus vulnérables sont souvent exposés à des graves catastrophes naturelles, reposent lourdement sur des ressources sensibles au climat et disposent de moyens économiques et technologiques limités (FAO, 2009). La question de la capacité d'adaptation et la résilience face aux changements climatiques se pose ainsi avec acuité pour le secteur agricole et les populations qui en dépendent.

Au même temps, ce secteur génère une part importante des émissions mondiales de gaz à effet de serre, en particulier si l'on tient compte des émissions liées à la déforestation résultant de l'extension des terres agricoles (cf. Encadré No. 1). Les potentiels d'atténuation dans l'agriculture sont donc significatifs, en particulier si l'on recourt à la séquestration du carbone dans les sols.

L'agriculture est restée une question largement marginale dans les négociations sur le climat. Lors de la dernière conférence sur les changements climatiques, des avancées importantes ont été réalisées malgré l'absence de décision officielle. Cet article s'intéresse aux **résultats de la Conférence de Copenhague** et s'interroge sur la **place accordée à l'agriculture**, au regard du **potentiel d'atténuation** que le secteur possède et **des enjeux de sécurité alimentaire**.

¹ Pour plus d'informations sur les impacts potentiels du changement climatique, voir le bulletin No. 11 sur les enjeux de sécurité alimentaire liés au changement climatique et le bulletin No. 16 sur l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'agriculture et du développement rural.

Encadré No. 1 : Contribution de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre et potentiel d'atténuation du secteur

Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), le secteur agricole (hors changement d'affectation des terres) pesait en 2004 pour **13,5% des émissions totales de gaz à effet de serre (GES)**. Ces émissions, fortement différenciées selon le type d'agriculture, sont en nette progression. En outre, le changement d'affectation des terres et les forêts représentent **17,4% de la totalité des émissions GES**².

Les **potentiels d'atténuation** dans l'agriculture sont importants, même s'ils varient selon les régions et les types d'agriculture. Les régions qui pourraient le plus contribuer à l'atténuation à travers l'agriculture sont l'Asie du Sud - Est et l'Amérique Latine (GIEC, 2007). Plusieurs pratiques et techniques agricoles existent déjà pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et accroître les capacités de séquestration du carbone dans les sols : gestion durable des terres arables et des pâturages, protection et restauration de la matière organique des sols et des sols dégradés, entre autres.

EuropeAid

Le ROSA est une initiative de :



COMMISSION
EUROPÉENNE

ROSA Newsletter N° 20

FR

² Ces chiffres ne comprennent pas la capture totale de carbone à travers la photosynthèse dans les écosystèmes terrestres et donc ne reflètent pas le bilan final qui est actuellement positif. Il convient aussi de noter qu'il y a un fort degré de variabilité et d'incertitude dans le calcul des émissions (FAO, 2009).

Retour sur les résultats de la Conférence de Copenhague

La Conférence de Copenhague marquait, conformément à la feuille de route de Bali, l'aboutissement de deux années de négociations visant à définir un nouveau régime climatique multilatéral. Deux textes étaient négociés. Le premier concerne le **protocole de Kyoto** qui définit des engagements chiffrés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012. Le second concerne les engagements à long terme des pays signataires de la **Convention Cadre sur les changements climatiques**. Celle-ci vise à stabiliser la concentration des gaz à effet de serre afin d'éviter d'importants bouleversements climatiques.

L'un des enjeux majeurs des négociations était l'adoption d'un amendement au Protocole de Kyoto définissant de nouveaux engagements chiffrés. Ainsi, plusieurs pays souhaitaient que l'Accord de Copenhague puisse succéder au protocole de Kyoto, seul instrument juridiquement contraignant et qui arrive à échéance en 2012.

Sur la Convention Cadre, plusieurs points devaient être négociés : la réduction des émissions (y compris la réduction de la déforestation et de la dégradation des terres), l'adaptation aux impacts du changement climatique, le financement, le transfert de technologies ou encore les approches sectorielles.

Le Groupe de travail sous l'égide du Protocole de Kyoto (GTS-PK) et celui travaillant sur l'action concertée à long terme sous la Convention Climat (GTS-ACL) étaient en charge de l'élaboration **des textes sur les différents sujets de négociations**. Cependant, ces documents n'ont pas pu être adoptés en raison de l'absence de consensus sur la plupart de leurs dispositions. Le mandat de négociations de ces groupes a dû être prolongé jusqu'à la prochaine Conférence des Parties qui se tiendra au Mexique, fin 2010.

La Conférence de Copenhague s'est achevée par l'adoption d'un texte négocié par 27 pays. Il s'agit d'une **déclaration politique**, dont les Parties à la Convention « prennent note », à défaut d'avoir pu recueillir un consensus pour la signer. Le secrétaire exécutif de la Convention Cadre des Nations Unies, Yvo de Boer, a souligné qu'« il s'agit d'une lettre d'intention qui ne précise pas ce qui doit être fait sur le plan juridique » et qu'il faut « traduire l'accord politique de Copenhague en un texte renfermant des objectifs réels, mesurables et vérifiables »³.

Le texte fixe **un seul objectif chiffré** : ne pas dépasser une hausse de la température globale de 2°C. Mais l'accord ne contient pas d'indication sur les moyens de limiter le réchauffement en deçà de ce seuil, que ce soit en termes d'objectif de réduction des émissions mondiales à l'horizon 2050, de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre et de pic des émissions mondiales.

Conformément au plan d'action de Bali, Copenhague devait mener à la définition de nouveaux objectifs et actions de **réduction des émissions à moyen terme** (2020), avec un **traitement différencié** entre les pays développés et en développement. Le texte prévoit que les pays s'engagent à indiquer ce qu'il compte faire avant le **31 janvier 2010**. Les pays développés devront fixer des objectifs quantifiés. Les pays en développement définiront quant à eux des actions d'atténuation appropriées au niveau national.

À Bali, les pays en développement ont accepté de participer à l'effort mondial de réduction des émissions, à condition d'être soutenus par des financements, des technologies et du renforcement des capacités. Le texte de Copenhague prévoit des **financements dits « précoces »** et les **financements à long terme**, ainsi que la mise en place de **nouveaux fonds ou mécanismes**. Un montant de 30 milliards de dollars pour la période 2010-2012 sera alloué en priorité aux pays en développement les plus vulnérables. En ce qui concerne les financements à long terme, l'accord prévoit que les pays développés s'engagent à mobiliser progressivement un objectif de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 afin de répondre aux besoins des pays en développement. Enfin, l'accord reconnaît qu'il faut agir pour réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD), notamment par la mise en place d'un mécanisme REDD+. Un mécanisme sur les technologies dans les domaines de l'adaptation et de la réduction des émissions est également envisagé.

Il est encore trop tôt pour apprécier la capacité de « l'accord de Copenhague » à mobiliser les États de façon efficace et à débloquer certains points de négociation. Lors de la dernière réunion organisée par les Parties à la Convention Cadre à Bonn (9-11 avril 2010), le point majeur de divergence était celui du poids à accorder au texte de Copenhague. Il a été décidé qu'un nouveau texte soit proposé par la présidence du groupe de travail de la Convention, d'ici la prochaine réunion des négociateurs à Bonn, en juin. Il devrait prendre en compte **« l'ensemble des travaux de Copenhague »**, ce terme permettant de recouvrir à la fois les textes techniques de négociation et l'accord politique de Copenhague.

³ CCNUCC, Conférence de presse, 19 décembre 2009

La place de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les négociations

L'agriculture a pendant longtemps constitué un sujet à la marge dans les négociations sur le climat. Elle n'était traitée qu'indirectement dans le Protocole de Kyoto à travers des projets financés dans le cadre du mécanisme pour un développement propre (MDP) sur l'utilisation des terres, les changements d'affectation des terres et foresterie ou sur l'énergie. Le potentiel d'atténuation de l'agriculture a été tardivement reconnu. Ce n'est qu'en juin 2009 qu'un processus de dialogue informel a été lancé, réunissant les pays intéressés par le sujet. Il a permis de mettre en évidence un consensus sur l'importance du rôle de l'agriculture dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et a conduit à la mise en place d'un **groupe de travail spécial** pour traiter de l'agriculture dans les approches sectorielles.

A Copenhague, les discussions ont été menées sur la base d'un projet de texte élaboré par le groupe de travail. Ce document réaffirme un certain nombre de principes essentiels. Il reconnaît la **relation étroite entre l'agriculture et la sécurité alimentaire**, et le **lien entre les actions d'adaptation et d'atténuation**. Dans sa partie plus opérationnelle, il contient trois éléments: i) la coopération en matière de recherche et de développement sur l'agriculture, ii) la restriction déguisée au commerce et iii) l'établissement d'un programme de travail sur l'agriculture (cf. encadré ci-dessous). Toutefois, ce texte n'a pas été intégré à la décision finale et celle-ci ne comporte aucun élément au sujet de l'agriculture.

Encadré No. 2 : Principaux éléments contenus dans le projet de texte - Actions spécifiques en matière d'agriculture

- i) Les Parties décident de **coopérer en matière de recherche, de développement**, y compris de transfert des technologies et des pratiques qui permettent de réduire les émissions de GES. Sont concernées en particulier, les technologies et pratiques qui permettent d'améliorer l'efficacité et la productivité des systèmes agricoles, de façon durable et en soutien à l'adaptation, et de contribuer à assurer la sécurité alimentaire.
- ii) Les Parties affirment que les approches sectorielles, en particulier les actions spécifiques dans le secteur agricole, ne doivent pas constituer des moyens arbitraires ou injustifiés de **discrimination ou de restrictions déguisées sur le commerce international**⁴.
- iii) Les Parties demandent la **mise en place d'un programme de travail** spécifique à l'agriculture.

Si des avancées notables ont été réalisées depuis 2009, elles sont encore loin des enjeux. Une des principales difficultés de la prise en compte de l'agriculture dans le nouvel accord réside dans les **méthodologies à adopter**, notamment en ce qui concerne le calcul et le suivi des émissions de gaz à effet de serre, et l'estimation des capacités de séquestration de carbone des sols. L'établissement du programme de travail en matière agricole attendu pour la prochaine séance de juin 2010, devrait contribuer à clarifier les questions techniques et méthodologiques.

Une autre question centrale est celle liée aux **financements**, l'agriculture ayant été exclue des mécanismes climatiques existants. Le financement des mesures de réduction des émissions liées à l'agriculture n'a pas encore été discuté compte tenu du caractère très préliminaire des travaux du groupe spécial. En ce qui concerne la séquestration du carbone dans le sol, les orientations ne sont pas définies, entre la mise en place d'un mécanisme de marché ou la mise à disposition de financements publics. Il est important de souligner que cette question doit être reliée aux investissements agricoles dans les pays en développement. Le financement des mesures de lutte contre le changement climatique doit être additionnel et clairement distinct de l'aide publique au développement. Toutefois, l'enjeu est d'augmenter au maximum les synergies et l'efficacité en combinant les deux sources de financement⁵.

Enfin, les discussions sur le secteur agricole ont été abordées **uniquement sous l'angle de l'atténuation**. Or, compte tenu du caractère multifonctionnel de l'agriculture, la réflexion dans le cadre des négociations sur le climat ne peut être déconnectée des enjeux en matière d'adaptation et de sécurité alimentaire. Il semble essentiel de promouvoir une approche plus large qui prenne en compte les liens entre l'atténuation, l'adaptation et le développement. Sur le plan international, l'articulation des mécanismes de la Convention et du Protocole est indispensable avec les actions menées dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement. L'agriculture relèvera le défi des changements climatiques grâce à un soutien apporté par des actions adaptées et cohérentes à tous les niveaux.

Cet article a été rédigé par l'équipe d'animation en collaboration avec Anne Chetaille (Gret).

⁴ Ce paragraphe constitue le principal point de désaccord entre les pays qui souhaitent l'inclusion de cette disposition et ceux qui n'entendaient pas traiter des questions commerciales dans le cadre des négociations sur le climat.

⁵ FAO, Ancrer l'agriculture dans un Accord de Copenhague. Rapport de synthèse de la FAO pour les parties à la CCNUCC.

Points de vue sur l'actualité :

L'Est du Sahel est-il confronté à une crise alimentaire majeure ?

Suite aux évaluations annuelles des récoltes et de la sécurité alimentaire et aux réunions de concertation organisées en mars et avril derniers⁶, le CILSS⁷ (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) revient sur la situation alimentaire dans la sous-région. Cette organisation intergouvernementale fait écho aux appels lancés en faveur d'une réponse urgente pour faire face à l'insécurité alimentaire qui touche l'Est du Sahel.

Cet article fait un point synthétique de la situation des zones en insécurité alimentaire et du fonctionnement des marchés vivriers. Il souligne les besoins et les manques dans les réponses et propose des recommandations d'actions à mettre en œuvre.

Cinq ans après la crise alimentaire qui a touchée plusieurs pays de la sous-région, l'Est du Sahel se trouve à nouveau confronté à une situation particulièrement difficile. Quelles sont les causes et quelle est la nature de l'insécurité alimentaire dans ces zones vulnérables ?

La situation de cette année est le révélateur d'une crise chronique qui couve depuis longtemps. Les causes sont multiples, et de nature à la fois structurelle et conjoncturelle. En zone pastorale par exemple, les capacités de charge en bétail sont notoirement dépassées, et demandent des politiques pastorales fortes telles que l'amélioration du maillage des points d'eau, la restauration des parcours et l'organisation des filières de l'aliment-bétail. Pour la campagne actuelle, plusieurs éléments ont contribué à exacerber les difficultés en milieu pastoral : deux années successives de déficits fourragers importants et l'insuffisance d'eau et d'abreuvement. De plus, le niveau élevé des céréales combinées à la baisse du prix du bétail ont conduit à une détérioration des termes de l'échange qui limite l'accès alimentaire des ménages pastoraux et agropastoraux.

En outre, la campagne agricole au Niger et au Tchad a été marquée par une baisse significative de la production céréalière. Contrairement à 2005, les marchés fonctionnent bien dans le bassin oriental. Les flux entre les zones excédentaires et les zones déficitaires assurent pour l'instant une bonne disponibilité sur les marchés, en particulier pour le maïs.

Mais la question de l'accès aux aliments se pose notamment pour les populations vulnérables, en raison de la chute des revenus des ménages. Au Niger par exemple, les revenus tirés de la vente de niébé ont considérablement diminué. Ce pays qui était le principal fournisseur du Nigeria est devenu importateur en 2010.

Une des principales leçons à tirer de l'expérience de 2005 concerne la nécessité de coordonner les actions entre les différents acteurs. Quelles sont vos recommandations sur les réponses à apporter au niveau national, régional et international ?

Les informations dont on dispose confirment que les zones sahéliennes du Niger, du Tchad, le Nord-est du Mali et du Burkina Faso font face à une crise alimentaire et nutritionnelle sérieuse. Cette situation demande une action immédiate de la part des Etats, des organisations d'intégration régionale et des principaux partenaires. Pour assurer une bonne articulation, il est essentiel d'inclure les réponses dans les plans de contingence mis en place par les pays touchés par la crise.

Aussi, le CILSS soutient la mise en place d'une réponse régionale qui soit complémentaire aux efforts déployés par les pays. Une des recommandations fortes à l'issue des dernières réunions de concertation concerne l'organisation, par la CE-DEAO, d'une réunion d'urgence pour préparer cette réponse, en particulier au travers de prêts basés sur les stocks nationaux. Les organisations régionales doivent également veiller à la stricte application de la libre circulation des produits vivriers entre les pays de la région.

Sur le plan national, une série des mesures ont été mise en place par le Niger, le Tchad, le Mali et le Burkina pour assister les populations vulnérables. Toutefois, ces actions n'éliminent pas systématiquement les effets de la crise. Elles doivent s'articuler avec les interventions permettant de lutter contre les causes structurelles de l'insécurité alimentaire dans la sous-région.

Cet article a été rédigé sur la base d'échanges avec le Service Communication du CILSS.

⁶ La concertation régionale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'est tenue du 30 mars au 1^{er} avril à Lomé (Togo) et la réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) a eu lieu du 8 au 9 avril à Paris.

⁷ Le CILSS anime un dispositif de veille sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, destiné à prévoir les récoltes, consolider les bilans alimentaires, suivre les prix et les marchés, identifier les zones à risque alimentaire et informer sur les mesures pour faire face aux différentes situations annuelles.

Agenda

Événements passés

- **Rencontre sur le droit à l'alimentation lors de la 13e session du Conseil des droits de l'homme** : Le 5 mars, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, a présenté les rapports nationaux des pays visités en 2009 ainsi qu'une analyse thématique de l'organisation actuelle de la chaîne agro-alimentaire et de son impact sur la réalisation du droit à l'alimentation. >>>
- **Réunion restreinte du RPCA au Sahel et en Afrique de l'Ouest** : Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ont organisé une réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest les 8 et 9 avril derniers à Paris. >>>
- **Négociations sur les changements climatiques, organisées par le CCNUCC, à Bonn** : Les Parties à la Convention Cadre sur les changements climatiques se sont réunies du 9 au 11 avril afin d'adopter un programme de travail pour le reste de l'année. Cette rencontre est la première depuis la Conférence de Copenhague de décembre 2009. >>>

Événements à venir

17-18 mai : Dialogue sur le Cadre d'Action Global (CFA) – Dublin (Irlande)
21-25 juin : Séminaire régional sur la sécurité alimentaire en Asie – Vientiane (Laos)
25-27 juin : Sommet du G8 - Huntsville et du G20 – Toronto (Canada)
7-9 juillet : Forum sur les investissements pour la sécurité alimentaire en Asie et au Pacifique - Manille (Philippines)
20-22 septembre : Réunion de haut niveau sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) – New York
11-14 octobre : 36^{ème} réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – Rome
29 novembre-10 décembre : Conférence des Parties à la Convention sur le changement climatique (COP-16) - Cancun (Mexique)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **Plan d'action de la CE pour accélérer les progrès dans la réalisation des OMD** : La Commission Européenne a adopté le 21 avril dernier un plan d'action qui propose aux États membres un certain nombre d'actions venant à l'appui des OMD. Celles-ci visent à accroître le niveau de l'aide en augmentant son efficacité et en l'orientant davantage vers les pays et secteurs qui en ont le plus besoin. >>>
- **Réunion d'information sur la mobilisation européenne pour lutter contre la malnutrition** : Le 13 avril dernier, l'Info Point de l'Office de Coopération EuropeAid a organisé une conférence – déjeuner intitulée « La malnutrition, une crise oubliée. Vers une plus forte mobilisation européenne ». L'objectif principal de cette rencontre était de présenter les stratégies de la France et du Royaume-Uni et de montrer les synergies existantes au niveau européen pour lutter contre la malnutrition dans les pays en développement. >>>
- **Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire** : La Commission Européenne et le Parlement ont élaboré ce document afin de fournir un cadre politique à la lutte contre la faim et la malnutrition pour l'UE et ses États membres. Cette version finale (31 mars 2010) fait suite à la consultation publique en ligne qui s'est déroulée entre fin 2009 et début 2010 à partir d'un document d'analyse préparatoire. Les ministres des affaires étrangères européens devraient adopter cette communication les 10 et 11 mai. >>>
- **Facilité alimentaire : rapport intermédiaire sur les mesures prises** : Le 12 mars 2010, la CE a adopté un rapport sur les mesures prises en 2009 dans le cadre de la facilité alimentaire. Le document fournit des informations qualitatives et quantitatives sur les interventions mises en place (programmation, formulation, passation de contrats et mise en œuvre), ainsi que les mesures administratives et de soutien qui les accompagnent (effectifs, études). Un rapport final sera présenté par la CE avant la fin 2012. [Voir le rapport](#)

Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

➤ Lutte contre la malnutrition

The neglected crisis of undernutrition : DFID's strategy (2010) : Ce document expose la stratégie de lutte contre la malnutrition du DFID. Il présente un bref aperçu de la situation et de ses implications quant au rôle et aux priorités du DFID en matière de nutrition pour les années à venir. >>>

➤ Transferts sociaux

Dependency and graduation - Frontiers of social protection Brief n°5, RHVP (février 2010) : Cette note d'information examine d'une manière critique deux concepts qui imprègnent les débats politiques contemporains relatifs aux opportunités et à la faisabilité de l'introduction de programmes de protection sociale dans les pays à faible revenus : « dépendance » et « graduation ». Ces deux questions sont souvent soulevées par les gouvernements et les bailleurs de fonds qui hésitent à prendre des engagements fermes et à long-terme vis-à-vis des programmes de transferts sociaux. >>>

Delivering money: cash transfers mechanisms in emergencies - Save the Children, Oxfam, British Red Cross (mars 2010) : Les organismes d'aide internationale et les gouvernements ont de plus en plus recours à des transferts d'argent dans des contextes d'urgence. Ce rapport présente des enseignements tirés d'expériences passées et fournit des conseils aux responsables de projets qui doivent décider de la meilleure façon de faire des distributions d'argent en cash. >>>

Comparing food and cash transfers to the ultra poor in Bangladesh - IFPRI (2009) : Le Bangladesh dispose de programmes de filets sociaux de sécurité qui transfèrent de la nourriture aux populations pauvres, d'autres qui transfèrent de l'argent et certains encore qui fournissent une combinaison des deux. Cette étude évalue les impacts des transferts de nourriture et d'argent sur la sécurité et les moyens de subsistance des personnes ultra pauvres au Bangladesh, via l'observation de quatre interventions spécifiques. >>>

Cash or conditions? Evidence from a randomized cash transfer program - Banque mondiale (mars 2010) : Ce document de recherche analyse l'efficacité de la conditionnalité des programmes de transfert d'argent pour la scolarité, à partir de données issues d'une intervention au Malawi qui présentait des groupes de traitement aléatoires conditionnels et inconditionnels. >>>

➤ Situation alimentaire et nutritionnelle

Situation actuelle de la sécurité alimentaire au Honduras (décembre 2009) : Ce travail sur la situation alimentaire et nutritionnelle hondurienne a été réalisé dans le cadre du programme d'appui à la sécurité alimentaire au Honduras de l'Union européenne. Ce diagnostic doit permettre de définir les priorités du plan stratégique pour la mise en œuvre de la politique de sécurité alimentaire. >>>

Analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique Centrale et en République Dominicaine. Rapport technique - PRESANCA (janvier 2010) : Le rapport du Programme régional de Sécurité alimentaire et nutritionnelle pour l'Amérique centrale (PRESANCA) offre un aperçu de la situation alimentaire dans la région à partir de nombreuses données statistiques concernant notamment la malnutrition infantile. >>>

➤ Changement climatique

Copenhague: face à l'immobilisme politique, l'élan citoyen? – RAC, Coordination SUD (février 2010) : Ce document propose une analyse de la Conférence de Copenhague, en croisant les regards d'ONG françaises d'environnement et de solidarité internationale, qui sont mobilisées ensemble pour une meilleure prise en compte des enjeux de solidarité internationale dans les négociations sur le climat. >>>

Le Sahel face aux changements climatiques. Enjeux pour un développement durable - CILSS, Bulletin spécial Agrhymet (mars 2010) : Le bulletin spécial du CILSS regroupe les contributions de plusieurs experts du Centre Régional Agrhymet sur les enjeux du changement climatique au Sahel. Plusieurs de ces contributions recoupent les questions de sécurité alimentaire en lien avec la production agricole régionale. >>>

Le changement climatique et le droit à l'alimentation - Heinrich Böll Stiftung (décembre 2009) :

Ce rapport propose des méthodes concrètes permettant aux institutions de répondre aux problèmes induits par le changement climatique et de réaliser le droit à l'alimentation, conformément à l'intégration au droit international. >>>

Deepening the food crisis: climate change, food security and the right to food - Brot für die Welt, (août 2009) : L'objectif de cette étude est de présenter des faits importants relatifs au lien entre le changement climatique et la sécurité alimentaire, d'évaluer ces faits de façon systématique et de les intégrer aux recommandations de politiques à l'échelle nationale et internationale, avec un accent sur le développement de politiques permettant de s'adapter au changement climatique. >>>

➤ **Autres thématiques**

Local markets, local varieties rising food prices and small farmers' access to seed - IFPRI, FAO (2009) : Ce rapport propose des réponses spécifiques aux principaux problèmes relatifs aux politiques sur les semences, basées sur la relation entre le marché des semences et les prix alimentaires élevés. Ces enseignements sont issus des débats qui se sont déroulés à la FAO en mai 2008. Ce document répond à des questions clé liées aux contextes spécifiques de l'Inde, du Kenya et du Mali, notamment à savoir si les prix alimentaires élevés entraîneront des prix plus élevés des semences et une insécurité au niveau des semences pour les agriculteurs pauvres. >>>

Millions Fed. Succès prouvés dans le développement agricole - IFPRI (2009) : Cet ouvrage examine en quoi les politiques, les programmes et les investissements au niveau du développement agricole pro-pauvres ont contribué à réduire de façon substantielle la faim à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine. Les 20 exemples de réussite présentés ici offrent à la fois des leçons et une inspiration pour poursuivre les efforts dans la lutte contre la faim et la malnutrition. >>>

Activités du réseau

➤ **Un forum de discussion pour l'organisation du séminaire régional en Asie**

EuropeAid est en train d'organiser un séminaire régional sur la sécurité alimentaire qui réunira toutes les délégations de la CE en Asie. Cette rencontre aura lieu à Vientiane, au Laos du 21 au 25 juin 2010. Un forum de discussion a été mis en place afin de contribuer à la préparation du programme provisoire et recueillir les suggestions des délégations impliquées. Pour contribuer à la discussion, rendez-vous sur le site dans la rubrique « forums restreints » : [Lien vers le forum de discussion](#).

➤ **De nouvelles plaquettes d'information**

Pour mieux faire connaître le réseau et ses activités, des plaquettes d'information sont désormais disponibles en français et en anglais, dans la rubrique « Qui sommes-nous » du site. N'hésitez pas à les diffuser auprès de vos collègues ou partenaires travaillant sur la sécurité alimentaire. Téléchargez la [plaquette en français](#)

➤ **Un questionnaire pour mieux connaître les avis et suggestions de nos membres**

Un questionnaire en ligne a été envoyé à tous les membres du réseau pour recueillir des suggestions sur les objectifs du réseau, son fonctionnement et ses activités. Cela a permis d'élaborer un programme de travail pour l'année qui répond au mieux aux attentes et besoins spécifiques des membres. Une synthèse des réponses sera bientôt disponible sur le site.

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid (de l'unité E6 - Ressources naturelles en collaboration avec l'unité G4 - Formation et gestion des connaissances).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.